



Le Président par Intérim du Mali, Dioncounda Traoré a donc demandé officiellement, le mardi 4 septembre dernier, l'appui de ses pairs de la sous-région pour reconquérir militairement le nord du pays bien occupé par les groupes rebelles. Pendant ce temps, des accusations assez graves sont portées à l'encontre de la médiation burkinabé. Selon des informations de nos confrères de Jeune Afrique, les services de renseignements français

pensent que le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) a acquis des armes dont le transport s'est effectué à travers le Burkina Faso.

Pour ce faire, les Français se méfieraient de Ouagadougou car » des camions chargés d'armes » ne pourraient » traverser le Burkina sans l'aval » de nos autorités. Cette information a été relayée par des confrères au niveau du Mali qui pensent que le médiateur ne joue pas » franc jeu » en pointant essentiellement l'accueil réservé aux militants du Mouvement National de Libération de l'AZAWAD. Depuis leur déroute face au MUJAO, certains cadres du MNLA sont réfugiés à Ouagadougou. Une partie de l'opinion malienne ne comprend pas le geste » spectaculaire » du Burkina qui a sauvé la vie à certains responsables du mouvement qui réclame l'indépendance au Nord et l'accueil remarquable réservé à des gens qui ont pris les armes contre leur pays.

Pour nos confrères du 22 septembre, un journal malien, » ce comportement du médiateur se comprend, puisqu'il bénéficie des prébendes de cette rébellion. En effet, depuis le déclenchement de la crise au Nord du Mali, (...) les marchés burkinabè sont inondés d'objets volés par les membres du MNLA et vendus à des prix défiant toute concurrence. Les motos, véhicules et autres biens volés dans des boutiques au Nord Mali sont bradés aux Burkinabé au vu et au su des autorités du pays des hommes intègres. Pire, il semble que l'argent des banques pillées dans le septentrion malien soit en train d'alimenter des comptes dans celles du Burkina Faso. En clair, c'est un véritable partenariat gagnant / gagnant entre le Burkina et les rebelles, sur le dos de notre pays, qui continue de fermer ses yeux sur cette mafia organisée « .

Ces accusations à l'encontre de notre pays ont besoin d'être infirmées ou confirmées, preuves à l'appui, pour que l'opinion nationale, celle malienne et même internationale fassent la part des choses ou tout au moins en aient une idée claire. Malgré qu'elles ne soient pas nouvelles, les allégations sur le Burkina interpellent les consciences car fondées ou pas, elles ont le même effet : une représentation du Burkina comme un pays "voyou", allié de rebelles, partisan de pratiques sordides déstabilisant ses pairs. Cela fait longtemps que ces genres d'accusations pèsent sur notre pays : de l'UNITA en Angola au RUF en Sierra-Léone en passant par Charles Taylor au Libéria et les Forces Nouvelles en Côte d'Ivoire, notre pays n'est pas épargné d'accusation d'implications diverses. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'image d'un pays "voyou" est en contradiction avec celle d'une nation dont les premiers responsables sont reconnus pour leurs talents de médiation.

Entre ces deux images parallèles, le Burkina Faso et son peuple voudraient que leurs pairs d'Afrique et du monde entier retiennent la bonne : celle du pays de paix dont les rayons de lumière illuminent les autres peuples. Nous avons bien peur que cette image soit la moins partagée ; à notre grand désarroi. Or, notre pays ne doit pas continuer à traîner une queue de déstabilisateur de peuples amis et cela, au nom de la paix et de l'avenir de notre nation. Le Burkina Faso ne peut pas nier son implication ou son mauvais rôle dans certaines crises vécues par des pays frères en Afrique. Des faits existent et personne ne pourra les effacer.

Mais nous ne pensons pas que nos autorités permettront que des armes puissent transiter par le territoire national pour renforcer des groupuscules que la CEDEAO, le Burkina en premier, s'appêtent à attaquer et alors que l'armée régulière du Mali a du mal à se procurer des armes qu'il lui faut. Autant dire qu'il serait absolument absurde de penser un seul instant que les groupes rebelles/terroristes puissent avoir des facilités pour transporter leur arsenal à travers notre territoire. Mais qui sait ! La guerre et les intérêts géostratégiques militaires ou politiques ont des raisons que notre raison a du mal à appréhender.

Au-delà de tout, le Burkina Faso doit travailler à vivre autrement, comme celui d'un pays tourné vers la promotion de la paix et de la concorde entre les peuples. Nous avons tout à fait intérêt à oublier notre état "voyou" en esprit ou en vérité.

Il est inutile de dire que nos partenaires et nos amis d'autres pays nous attendent au tournant des événements et de l'histoire. Chacun pense que ce pays ne pourra pas échapper au principe du » renard passe passe « . Nous devons éviter que notre tour arrive parce que ceux des autres nous ont suffisamment instruits. A nos décideurs ou responsables et mêmes aux

Mali – La médiation Burkinabé accusée de fournir des armes aux rebelles

Écrit par lefaso.net

Jeudi, 13 Septembre 2012 21:02

citoyens dont les actes posés au quotidien ont imposé cette image de » voyou » de prendre note et de se conduire en conséquence. Les hommes passent mais le Burkina demeure.

Par Michel NANA

Par Bendré